

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée sa décision du 21 Mai 1986, portant sur la révision du Plan d'Occupation des Sols, approuvé le 21 Janvier 1981, puis modifié les 21 Juin 1982, 20 Janvier 1983 et 23 Octobre 1984.

Cette décision fait suite à une demande de Madame l'Inspectrice des Sites de la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement qui a rappelé la nécessité de préserver le site du Camp d'Affrique, avec obligation de définir de façon très précise le périmètre à protéger, conformément aux accords intervenus en réunion de travail avec la Commission des Sites, en date du 18 Mars 1986, en présence de Monsieur le Préfet, pour tenir compte des contraintes liées à l'urbanisation de la Commune, telle qu'elle est prévue par le Plan d'Occupation des Sols.

Il convient donc de procéder à un redécoupage des zones réservées à l'urbanisation. Parallèlement, le périmètre du site à protéger pourra être défini de façon à ce que les procédures de classement du site et de révision du P.O.S. soient menées concomitamment, étant précisé qu'en tout état de cause, la définition du périmètre à classer est un projet d'intérêt général dont le P.O.S. doit tenir compte sans remettre en cause son économie.

Considérant qu'il y a lieu de mettre en révision le Plan d'Occupation des Sols sur l'ensemble des zones NA des coteaux situés au Nord de la voie ferrée ainsi que sur les emplacements réservés conformément aux articles R 123-35 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Considérant qu'il y a lieu de fixer les modalités d'association des personnes publiques autres que l'Etat à l'élaboration de la révision du Plan d'Occupation des Sols, conformément à l'article L 123-30 du Code de l'Urbanisme,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

1/ de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols sur l'ensemble des zones NA des coteaux ainsi que sur les emplacements réservés, conformément aux articles R 123-3 et suivants du Code de l'Urbanisme,

2/ de charger les membres suivants du Conseil Municipal du suivi des études de la révision du Plan d'Occupation des Sols :

- . Monsieur Charles CHONE
- . Monsieur REINSTADLER Pierre
- . Monsieur KIELISZEK Jean-Daniel
- . Monsieur BORACE Claude
- . Monsieur PAGOT François
- . Monsieur CLAUDOTTE Pierre
- . Madame KRAFFT Elisabeth
- . Madame DESBROSSES Martine
- . Monsieur STAUB Robert
- . Monsieur SQUILLACE Bérardino
- . Monsieur MEJEAN Luc
- . Monsieur MAUSS Francis

3/ d'associer les personnes publiques autres que l'Etat, qui en auraient fait la demande, à la révision du Plan d'Occupation des Sols : au cours de réunions de travail qui auront lieu notamment après que le Commissaire de la République ait porté à la connaissance de la Commune les éléments nécessaires à la révision du P.O.S. avant que le projet de P.O.S. ne soit arrêté par le Conseil Municipal et en tant que de besoin lorsque le Maire le jugera utile.

4/ de demander, conformément à l'article L 121-2 du Code de l'Urbanisme que les services de la Direction Départementale de l'Équipement soient mis à la disposition de la Commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du P.O.S. (ou les études d'urbanisme nécessaires à la révision),

5/ de charger l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Nancéenne de réaliser les études nécessaires à la révision du P.O.S.,

6/ de donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant l'élaboration technique du P.O.S.,

7/ de solliciter de l'Etat, conformément au décret N° 83-1122 du 22 Décembre 1983 qu'une dotation soit allouée à la Commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du P.O.S.,

8/ dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du P.O.S. seront inscrits au budget de l'exercice de l'année 1986, chapitre 63, compte 636 "Frais d'études du P.O.S.",

9/ demande à Monsieur le Préfet, Commissaire de la République, de faire connaître les personnalités qui seront associées à la révision du P.O.S. au titre des services de l'Etat.

Conformément à l'article R 123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise au Commissaire de la République et notifiée :

- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'Agriculture,

- aux Maires des communes limitrophes : HOUEMONT, FLEVILLE, VILLE-en-VERMOIS, LUPCOURT, RICHARDMENIL, MESSEIN, CHAVIGNY,

- aux Etablissements Publics de coopération intercommunale directement intéressés : District Urbain de NANCY, Syndicat Intercommunal Scolaire de NANCY.

Conformément à l'article 123-3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.